

Réconciliation nationale : « Une pertinence »

17/09/10 – La Gazette - Imbiky Anaclet, ancien ministre de la Justice

Généralement, les observateurs objectifs avertis des réalités historiques et sociologiques malgaches s'accordent à affirmer que la justification de la pertinence, et même de l'exigence de la réconciliation nationale repose sur la connaissance des menaces sur la cohésion nationale constituées par les séquelles des situations conflictuelles antérieures non réglées et la recherche des parades aux séquelles des situations conflictuelles par la consensualité.

Extrait de l'analyse d'Imbiky Anaclet sur la pertinence de la réconciliation nationale.

La connaissance des menaces sur la cohésion nationale constituées par les séquelles des situations conflictuelles antérieures non réglées

Il est important de faire la photographie de l'état des lieux des situations conflictuelles antérieures non réglées pour pouvoir lever les obstacles à la cohésion nationale, une des conditions de réussite de la stratégie de sortie de crise, d'une part, et un des objectifs de la constitution de la IV^{ème} République en vue de la stabilité politique et institutionnelle d'autre part.

Il est incontestable que la crise politique 2009-2010 recèle des conséquences de situations conflictuelles antérieures non vidées ou mal réglées. Mais d'aucuns estiment qu'il faut éviter de parler des « questions qui fâchent », des sujets tabous. Tel n'est pas notre opinion. En effet, tant qu'on n'aborde pas les véritables problèmes sociopolitiques susceptibles de nous diviser, on ne découvrira jamais de solutions appropriées, et de nouvelles crises politiques, peut-être toujours de plus en plus graves, sont imminentes. Comme il est si vrai, qu'il ne faut pas remettre à demain ce qu'on peut régler aujourd'hui, il importe donc, à l'occasion de la préparation de l'avènement de la IV^{ème} République, de faire l'état des lieux des menaces sur la cohésion nationale objectivement et sans complaisance en vue d'argumenter l'exigence de la justification de la réconciliation nationale.

L'état des lieux des menaces sur la cohésion nationale.

Ces crises antérieures s'analysant en menaces sur la cohésion nationale ayant entraîné des répercussions sur la crise actuelle, remontent, les unes avant la colonisation, les autres, pendant la colonisation et depuis l'indépendance.

1- Les menaces précoloniales sur la cohésion nationale.

De nombreux actes inhumains particulièrement graves et odieux ont été perpétrés par les envahisseurs pendant les guerres de la période monarchique entre différents royaumes malgaches. Il est cependant incontestable que parmi toutes ces guerres intestines, celles d'annexion menées par Radama I^{er} et l'Armée de Ranavalona I^{ère} ont le plus marqué les esprits des populations vaincues, par leurs violences meurtrières et leurs barbaries. (...)

Dans de nombreuses régions de Madagascar, des sites naturels, traditionnels, historiques et culturels sont encore déclarés tabous à des originaux de telle ou telle ethnie, ou à telles castes inférieures...Des expressions et proverbes sur la ruse, la perfidie, la trahison l'hypocrisie,

La fourberie, la duplicité, l'égoïsme et la cupidité, l'ingratitude, caractères supposés innés, collés à certains groupes ethniques ou sociaux, traduisant la méfiance, la suspicion, le mépris ou la haine du groupe social rival héritée des situations conflictuelles anciennes ou des préjugés et difficultés des relations sociales et que nous jugeons inutiles de reproduire ici pour ne pas heurter des esprits sensibles ou mal préparés, sont couramment prononcés à l'époque contemporaine dans des foyers populaires ou à l'occasion des séquelles politiques. (...)

Le problème n'est pas récent : Ralaimongo dont la profondeur des sentiments unitaires et patriotiques n'est pas à démontrer et qu'on ne peut pas traiter d'anti-hova primaire, dénonçait déjà le mépris des Merina à l'endroit des Betsileo. Même des « nationalistes » du MDRM font preuve de pareils préjugés. Raymond William Rabemananjara, un des chefs historiques du MDRM, y dénonce la présence d' « un courant vieux hova, protestant, xénophobe, raciste, dont le nationalisme étroit et l'esprit de caste agissent en frein... »

2. Les menaces issues de la colonisation sur la cohésion nationale

Ces menaces sont nombreuses et inhumaines : des massacres, travaux forcés, déplacements forcés des populations, arrestations arbitraires, destructions des biens, accaparement des terres au profit des colons, discriminations raciales et entre Malgaches citoyens français et indigènes pour l'attribution de diverses faveurs (attribution des terres, compétence de juridiction, inscription dans les écoles européennes et pour les études supérieures, carrière civile et militaire...). Mais, outre les répressions des mouvements des Menalamba et du Vy Vato, Sakelika (VVS), le point d'orgue et les plus connus de ces actes coloniaux inhumains sont constitués par les sanglantes répressions des événements de 1947 et dont les séquelles sont entretenues publiquement jusqu'à l'époque contemporaine dans les manuels d'histoire, dans les journaux et les discours politiques, et provoquant en certaines occasions de diatribes dangereuses, concernant les hostilités récurrentes entre les militants du MDRM et les membres du PADESM ainsi que leurs descendants respectifs, compliquant, sinon, empoisonnant alors l'harmonie de vie politique et sociale.

Faut-il rappeler la complexité des oppositions de ces deux partis à l'époque, impliquant des difficultés relationnelles de nature ethnique et de caste ? (...)

Pour mettre en exergue la profondeur des rivalités irréductibles entre le PADESM et le MDRM, reprenons un passage du livre de Jean-Roland Randriamaro : « Le « Parti des déshérités » voit un grand événement dans la date du « 6 août 1896 et invite à glorifier l'anniversaire de cette date qui marque la fin de l'Ancien Régime » : pour lui, « l'histoire de Madagascar débute en 1895. Avant c'était l'inconnu ». Là où le MDRM voit l'agonie de l'histoire de Madagascar, le PADESM voit le commencement : la France colonisatrice est avant tout la France libératrice. La loi du 6 août 1896 met fin à l'hégémonie merina et aux tyrannies perpétuées par le pouvoir central dans les provinces du Royaume de Madagascar. (...) »

3. Les menaces depuis l'indépendance sur la cohésion nationale

Les clivages socio-économiques entre Malgaches issus des époques précédentes, notamment en matière d'éducation, d'accès à des postes de haute responsabilité et de maîtrise de l'économie s'accroissent. En effet, même si beaucoup de leurs parents réclamaient la malgachisation de l'enseignement, les enfants de la bourgeoisie malgache fréquentaient généralement des écoles françaises à Madagascar et suivaient des études supérieures en France, mais aussi dans les universités et grandes écoles étrangères, et de ce fait, ils ont de nos jours la meilleure chance pour accéder aux meilleurs emplois et postes ainsi qu'aux relations privilégiées pour la maîtrise des secteurs économique et culturel.

Par ailleurs, souvent, les métisses malgaches, quelle que soit leur nationalité, ainsi que les étrangers naturalisés malgaches, posent de problèmes relationnels parfois aigus lorsqu'ils ne sont pas intégrés dans la société malgache, ou, même intégrés, quand, par pur préjugé, ils sont écartés, sinon rejetés, en raison de leur origine. C'est donc pour protéger leurs intérêts qu'a été créée l'Association des Métisses de Madagascar présidée par Me Louis Sagot.

Toutes ces situations de clivage et de stratification de couches sociales ou raciales sont de nature à constituer des menaces sur la cohésion nationale.

Ces menaces, non sans lien avec celles léguées par les périodes monarchique et coloniale compliquent évidemment les séquelles des crises politiques depuis l'indépendance. Il s'agit des amertumes, des rancœurs et velléités de vengeance héritées des situations socio-économico-politiques des périodes précédentes certes, mais lourdement aggravées par les conséquences des violences localisées mais d'une gravité exceptionnelle comme les événements de Tamatave en décembre 1972, d'Antalaha en janvier 1973, de Diego-Suarez, de Majunga et d'Antsohihy en février 1973 relatifs à l'expulsion des Merina, la révolte du MONIMA dans le Sud en avril 1971, les événements Groupe Mobile de la Police (GMP) et assassinat du colonel Richard RATSIMANDRAVA en 1975 et les affaires Kung Fu en 1984-85 à Antananarivo, et particulièrement d'une manière générale, des crises cycliques de 1972, 1991, 2002 et 2009 sur le plan politique économique et social

Il est patent et incontestable que l'une des plus graves conséquences de ces crises politiques cycliques est la méfiance et même la haine qu'elles provoquaient entre groupes politiques, sociaux concurrents ou rivaux, plus particulièrement entre groupes ethniques (hauts-plateaux contre côtiers, "merinisation" des postes de responsabilité stratégiques et "cause côtière " ...), et religieux (catholiques-protestants-musulmans ou opposition entre FFKM et les sectes chrétiennes ...). Cette rivalité entre groupes ethniques ou groupes religieux rappellent pour certains les hostilités les ayant opposés pendant l'époque monarchique ou l'époque coloniale. On accuse souvent les Merina, profitant de leur possibilité de faire et défaire les régimes à cause de la centralisation du pouvoir, de l'avoïr et du savoir dans la capitale, de toujours renverser les Présidents de la République d'origine côtière pour accaparer par la voie de la Transition, le pouvoir qu'il leur était impossible de conquérir démocratiquement. (...)

Mais les Merina s'indignent aussi du fait que, à chaque crise politique dans la capitale en général , considérés comme boucs émissaires, ils sont les cibles des politiciens et de leurs hommes de pailles dans les provinces périphériques où ils sont chassés, ou leurs habitations pillées et incendiées, et parfois même, ils sont tués, alors qu'ils estiment n'avoir commis aucune faute. Tel était le cas fin 1972-début 1973 dans certaines localités du Nord de Madagascar, en 1991-1992 et en 2002.

Des Côtiers sont outrés de leur côté du fait que, sans aucune preuve ni même d'indice, ils ont été pointés du doigt par des banderoles comme étant à l'origine de l'incendie du palais de la Reine le 5 novembre 1995. De même, en pleine crise, à la suite de l'ordre « Ataovy hazalambo » du 06 avril 2002, des maisons d'habitation des personnalités côtières à Antananarivo avaient été incendiées.

Tous ces faits militent incontestablement en faveur de la réconciliation nationale.

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=6190:reconciliation-nationale-l-une-pertinence-r-selon-imbiky-anaclet&catid=41:politique&Itemid=55